

Comité directeur de la CSU2030

15-16 juin 2017

Introduction

Le Comité directeur du Partenariat international de santé pour la CSU 2030 (CSU2030) s'est réuni pour la première fois les 15 et 16 juin à Genève pour faire le bilan des progrès dans la mise en œuvre du plan de travail approuvé par le Comité directeur de transition en décembre 2016 et finaliser les dispositions de travail. L'ordre du jour de la réunion et la liste des participants figurent dans les annexes 1 et 2. Les présentations et documents liés peuvent être consultés sur le site web de la CSU2030, avec des liens insérés dans le compte rendu. Le présent compte rendu décrit les décisions et les principaux points soulevés pendant les discussions.

Synthèse des décisions et des mesures convenues

Mise en œuvre du plan de travail

- Il faut accroître la visibilité de la CSU2030 au niveau national et mieux définir la traduction en action des principes mondiaux au niveau national du point de vue de la coordination, du plaidoyer, de la redevabilité et de la gestion des connaissances dans le domaine du renforcement des systèmes de santé
- Il est souhaitable de préciser comment le travail sur le plaidoyer, la redevabilité et le partage des connaissances se fonde sur le travail des différents groupes de travail techniques et en garantit la liaison
- Il est nécessaire d'expliquer le fonctionnement des différents groupes de travail techniques et leur rapport avec le Comité directeur, y compris les possibilités de participer offertes aux partenaires
- Le processus de préparation du plan de travail devrait être participatif, conformément aux procédures présentées

Suivi de l'ECD et de l'aide au développement pour la santé (ADS)

- La CSU2030 devrait se centrer sur la couverture sanitaire universelle (CSU), l'efficacité de la coopération au développement (ECD) comme sous-section de ce programme, avec une claire articulation sur le renforcement des systèmes de santé (RSS) et la CSU
- La CSU2030 doit fournir un espace sûr pour discuter des progrès accomplis et des difficultés rencontrées pour changer le comportement de la coopération au développement afin d'accroître la compréhension et la confiance
- Peu d'intérêt pour étendre le travail de la CSU2030 sur le suivi de l'ADS au-delà de l'examen actuel du classement des données, mais volonté de promouvoir plutôt un travail élargi sur le recueil et la gestion des données, un examen des comptes nationaux de santé, y compris la mobilisation de ressources internes et de ressources externes

Redevabilité

- Nécessité d'articuler une stratégie de redevabilité de la CSU2030 qui intègre des activités internationales, régionales, nationales et locales, ainsi que des mécanismes d'examen par les pairs
- Un rapport de redevabilité pour le Forum de la CSU 2017 en décembre semble trop ambitieux. On pourrait envisager d'autres options, telles qu'un rapport portant sur le travail existant dans des pays choisis
- Nécessité de lier/synergiser l'approche de la CSU2030 avec le travail des initiatives régionales concernées

Plaidoyer, communication et gestion des connaissances

- Il faut formuler des messages clairs, précis et accessibles et définir les résultats que la CSU2030 souhaite atteindre
- La stratégie de plaidoyer devrait associer toutes les parties prenantes et s'attacher aussi à influencer les procédures politiques au niveau national
- La stratégie de gestion des connaissances doit inclure des possibilités pour lancer/déployer des activités d'apprentissage entre pairs et de gestion des connaissances au niveau national

Forum de la CSU2030

- Ferme soutien à un forum annuel/bisannuel pour faire le point des progrès vers la CSU, partager les connaissances et comme moyen de faciliter la redevabilité mondiale
- Dans le cadre de ces forums annuels/bisannuels, il est nécessaire de préparer une séquence de thèmes pour permettre à la CSU2030 de surveiller les progrès vers la réalisation de la CSU d'ici à 2030

Modes de travail de la CSU2030

- Nécessité de faire fonctionner dans la pratique les interactions avec les initiatives apparentées à la CSU2030, afin de veiller à ce que la CSU2030 devienne un réseau de réseaux. La participation des initiatives apparentées à la CSU2030 au Comité directeur doit être déterminée conformément aux [dispositions de gouvernance](#) adoptées en décembre 2016

Mandat du Comité directeur

- Texte à ajouter : Le Comité directeur doit se demander comment collaborer au mieux avec l'Envoyé spécial des Nations Unies sur la CSU dans l'éventualité de sa nomination

Secteur privé

- Il est essentiel d'intégrer le secteur privé dans la CSU2030, mais il faut gérer les risques potentiels
- Envisager un processus ad hoc pour faire participer le secteur privé au Comité directeur, dans l'attente de la finalisation du mandat et du processus pour aborder les conflits d'intérêt. Juin 2018 sera une date réaliste pour accueillir pleinement le secteur privé

S'agissant de la suite à donner, l'Équipe de base est priée de prendre les mesures suivantes :

- Préparer le plan de travail pour 2018-2019 de manière participative, en prenant en considération la discussion sur la manière de promouvoir la collaboration entre les initiatives de la CSU2030 et le prolongement de la vision commune
- Préparer une synthèse écrite des groupes de travail et du processus pour entrer dans ces groupes
- Créer un groupe d'experts à durée limitée pour travailler sur la stratégie de redevabilité comprenant des options pour les activités internationales, régionales, nationales, locales et les activités d'examen par les pairs
- Inclure dans la stratégie de communication le mode de fonctionnement de la CSU2030, notamment comment elle se rapporte à la mise en œuvre dans les pays
- Diffuser les résultats du suivi de l'ECD, en particulier au Comité d'aide au développement de l'OCDE et aux organes directeurs de différentes institutions
- Préparer une proposition pour poursuivre le travail de la CSU2030 dans ce domaine, en se centrant sur le lien entre l'ECD et la CSU et sur la base des consultations avec le Comité d'aide au développement de l'OCDE, le Partenariat international pour une coopération efficace au service du développement et d'autres parties prenantes
- Finaliser les stratégies relatives à la gestion des connaissances, au plaidoyer et à la communication d'ici à la fin de 2017

- Diffuser au Comité directeur de la CSU2030 un projet de programme pour le Forum de la CSU afin qu'il y contribue. Ces contributions seront réunies par l'Équipe de base et transmises au Comité directeur du Forum
- Proposer lors de la prochaine réunion des méthodes pragmatiques pour favoriser la collaboration opérationnelle entre initiatives apparentées à la CSU2030, en exploitant les possibilités réalistes, en sollicitant des suggestions concrètes des membres du Comité directeur en vue de renforcer la CSU2030 comme réseau de réseaux, aussi bien au niveau stratégique (y compris la participation au Comité directeur) qu'opérationnel (conséquences du point de vue de travaux spécifiques et de méthodes de travail)
- Finaliser le mandat du secteur privé, notamment des moyens d'aborder les politiques sur les conflits d'intérêt
- Collaborer étroitement avec le MCSC pour mettre en place un processus ouvert et transparent de nomination d'un coprésident issu du mouvement citoyen

Discussions et principales décisions

Premier jour - Introduction et objectifs de la réunion

Marie-Paule Kieny, OMS, a ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue aux représentants et aux deux coprésidents du nouveau Comité directeur. Elle a rappelé aux participants que les dispositions de gouvernance de la CSU2030, adoptées en décembre 2016, prévoient la nomination d'un coprésident issu du groupe des pays et d'un deuxième coprésident issu des autres groupes, à tour de rôle. Avant la réunion, l'Équipe de base a invité les membres du Comité directeur à indiquer s'ils souhaitent assumer la responsabilité de la coprésidence. Alors que le Japon a présenté la candidature de Takao Toda, Vice-Président de la sécurité humaine et de la santé mondiale à la JICA, les représentants du Mécanisme de participation de la société civile ont confirmé leur intérêt pour un coprésident issu du mouvement citoyen, mais ont demandé davantage de temps afin de suivre un processus ouvert pour identifier un candidat adapté. Entre-temps, Bruno Rivalan, Chef du bureau français de Global Health Advocates, a été présenté comme candidat pour occuper le poste de coprésident temporaire de la réunion. Le Comité directeur a approuvé les dispositions proposées pour les coprésidents.

Marie-Paule Kieny, OMS, et Timothy Evans, Banque mondiale, ont donné des informations actualisées sur les progrès accomplis dans la mise en place de la CSU2030, notamment la mobilisation de huit nouveaux membres qui ont adhéré au Pacte mondial, la finalisation du document « Des systèmes sains pour une couverture sanitaire universelle – une vision conjointe pour des vies saines », qui représente une solide base pour une compréhension commune du RSS pour la CSU, la coopération avec les réseaux et les projets de collaboration (par exemple le projet de collaboration sur les données sanitaires, le Joint Learning Network (JLN), le réseau P4H), le travail sur la coordination du RSS par le biais de groupes de travail techniques dédiés. Les défis pour aller de l'avant incluent les points suivants : gérer les attentes divergentes de différentes parties prenantes sur ce que représente la CSU2030 ; faire une place à tous les pays ; définir des orientations stratégiques dans un processus participatif, en ne perdant pas de vue l'évolution dans les pays ; mobiliser un soutien financier suffisant pour la participation de la société civile et la responsabilité sociale. En dépit de ces difficultés, il y a de formidables possibilités pour que les pays et les parties prenantes utilisent la CSU2030 comme plateforme en vue d'accélérer les progrès vers la réalisation

de la cible 3.8 des ODD, en se centrant sur la coordination des activités, le plaidoyer, l'apprentissage et le partage des connaissances sur le RSS, et en facilitant le suivi des progrès vers la CSU.

Premier jour, séance 1 - Mise à jour sur les processus mondiaux

L'OMS a présenté un aperçu du forum politique de haut niveau, qui est la principale plateforme de l'ONU pour le suivi et l'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ([voir présentation](#)). Cette année, la réunion annuelle se déroulera à New York du 10 au 19 juillet sur le thème « Éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation ». Elle examinera en détail sept ODD, dont l'ODD 3 sur la bonne santé et le bien-être. Quarante-quatre pays présenteront leur examen national volontaire, dont le Botswana, l'Éthiopie, l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande et le Zimbabwe qui incluront une analyse approfondie de l'ODD 3 pendant une séance qui aura lieu le 12 juillet. Certains partenaires de la CSU2030 ont proposé d'organiser un événement parallèle (en attente de confirmation).

L'Allemagne a rendu compte de la réunion des ministres de la santé du G20 qui s'est déroulée les 19 et 20 mai. La [Déclaration de Berlin des ministres de la santé du G20](#) a pris acte du document [« Des systèmes sains pour une couverture sanitaire universelle – une vision conjointe pour des vies saines »](#) comme cadre de référence de travail. La Déclaration aborde la préparation contre les menaces de santé couvrant la gestion des crises sanitaires mondiales et le renforcement des systèmes de santé, ainsi que l'action conjointe contre la résistance aux antimicrobiens.

Sur le renforcement des systèmes de santé, le G20 a convenu de poursuivre ses efforts pour consolider les systèmes de santé aux niveaux national, régional et international, dans le but de développer des systèmes résilients. Le G20 a aussi explicitement noté avec intérêt la mise en place de la CSU2030.

Un aboutissement majeur de la réunion est que la santé internationale devient un point constant de l'ordre du jour du G20 et que les ministres de la santé du G20 se réuniront dorénavant régulièrement. L'Argentine assumera la présidence du G20 en 2018.

Eiji Hinoshita, Ministère des Affaires étrangères, a informé le Comité directeur des projets du Gouvernement japonais pour le [Forum de la CSU 2017](#), qui aura lieu les 12 et 13 décembre à Tokyo, organisé conjointement par la Banque mondiale, l'OMS, l'UNICEF et la CSU2030. Le but est d'examiner les progrès et de partager les expériences des pays afin de stimuler les progrès entre pays. Des chefs d'État, des hauts fonctionnaires des ministères de la santé, des partenaires du développement, des représentants du secteur privé et des OSC devraient participer à cette réunion.

Premier jour, séance 2 - Travail sur le RSS : sommes-nous sur la bonne voie pour démontrer l'utilité de la CSU2030 ?

L'objet de la discussion était de recueillir des avis sur : la pertinence des activités pour atteindre les objectifs ; les ajustements requis pour la définition des priorités en 2018-2019. L'Équipe de base a informé sur l'application du plan de travail pendant les six premiers mois de 2017, en se centrant sur les cinq groupes de travail techniques chargés de faire avancer le travail dans des domaines spécifiques de la coordination du renforcement des systèmes de santé ([lien vers la présentation](#)). L'exposé a également mis en évidence une approche pour préparer le plan de travail et le budget

pour 2018-2019 par le biais d'un processus participatif d'ici à la fin de l'année, ainsi que l'a souhaité le Comité directeur de transition lors de sa réunion de décembre 2016. Le processus donnera l'occasion de collaborer avec les partenaires de la CSU2030 et les initiatives apparentées, ce qui contribuera à promouvoir une plus grande cohérence entre diverses initiatives axées sur le renforcement des systèmes de santé et garantira une action synergique pour faire avancer une vision commune.

La discussion a montré combien il est important de se servir des ODD pour mobiliser l'engagement politique et promouvoir la CSU comme contrat social, en liant le travail technique aux débats politiques. Alors que les réactions des participants dénotaient un large soutien aux travaux des groupes de travail techniques, la discussion a souligné la nécessité de préciser quels résultats tangibles sont obtenus, c'est-à-dire les produits pour chaque groupe de travail technique au-delà des processus. Cela exigera une claire articulation des domaines prioritaires et des relations entre les divers groupes techniques pour garantir que leurs activités soient conformes aux orientations stratégiques globales de la CSU2030. De plus, il a été indiqué que le travail dans les pays à revenu élevé pour transformer et soutenir les systèmes de santé, notamment une réorientation en faveur de soins axés sur la personne, pourrait donner une expérience utile à partir de laquelle tous les pays seraient en mesure de tirer des enseignements.

Plusieurs représentants au Comité directeur ont demandé des précisions sur le fonctionnement de la CSU2030, notamment qui fait quoi dans les différentes structures et l'articulation des domaines de travail. Par exemple, que signifie le fait que la CSU2030 est « un réseau de réseaux » dans l'optique de ses résultats concrets et de la coordination entre les initiatives apparentées à la CSU2030 ? Une discussion sur la cohérence du travail des initiatives apparentées à la CSU2030 serait la bienvenue.

Le besoin de préciser le fonctionnement des groupes de travail techniques et comment les différents partenaires peuvent y participer a été mis en exergue. Les participants ont également souhaité que soit clarifiée la manière dont les axes de travail sur le plaidoyer, la redevabilité et le partage des connaissances se fondent sur le travail ou les résultats des différents groupes de travail techniques afin d'éviter les doublons. Dans le même esprit, il serait bon que le travail d'autres partenariats, réseaux et projets de collaboration soit plus visible et que leurs produits soient diffusés.

Certains membres ont soulevé des questions sur la manière de promouvoir une visibilité accrue de la CSU2030 dans les pays, pour garantir la traduction des principes internationaux dans l'action. En plus de s'aligner sur les systèmes et programmes nationaux existants, il a été jugé essentiel à cet égard de se fonder sur le travail d'autres partenariats, réseaux et projets de collaboration.

Une autre question qui a été soulevée portait sur la suite donnée au document sur la vision conjointe « Des systèmes sains pour une couverture sanitaire universelle – une vision conjointe pour des vies saines » et sur la manière d'assurer au mieux la diffusion du cadre et des principes dans le travail et les activités de la CSU2030. Cela pourrait inclure l'étude d'options pour promouvoir, diffuser et soutenir des initiatives de partenaires en vue de faire avancer la vision conjointe.

L'Équipe de base a confirmé que le budget serait préparé parallèlement au plan de travail pour présentation au Comité directeur d'ici à la fin de l'année. Certains participants ont préconisé de commencer sans tarder, pour garantir un processus pleinement participatif, en ligne avec l'approche

proposée. D'autres participants ont aussi demandé qu'une information indicative sur le budget soit disponible à l'avance pour les partenaires souhaitant fournir un financement requis pour 2018-2019.

Leo Devillé (HERA) a présenté [les conclusions du 5^e cycle de suivi d'IHP+Results](#) au nom d'IHP+Results.

L'opération de suivi a été réalisée avec le concours de 30 pays, le plus grand nombre de pays participants jamais enregistré, et de 35 partenaires du développement. Plus de 400 OSC y ont aussi contribué, ainsi que 176 organisations du secteur privé. La participation à l'opération était volontaire. L'approche du suivi et la méthodologie ont évolué et ont pour principaux objectifs de stimuler et d'alimenter un dialogue national sur la coopération au développement dans la santé. Une analyse des conclusions spécifiques aux pays a été résumée dans un support visuel et un exposé PowerPoint qu'HERA a présentés au Comité directeur. IHP+Results a soutenu l'examen des conclusions au niveau national, afin que les partenaires se mettent d'accord sur un plan d'action concret, qui est en cours de préparation dans un certain nombre de pays. Les ministères de la santé se sont chargés de recueillir et valider toutes les données auprès de l'ensemble des partenaires avant leur envoi à IHP+Results. De plus, une enquête en ligne pour les OSC a été organisée dans chaque pays (dans les langues nationales), de même que des discussions de groupes d'intérêt avec des OSC choisies et des représentants du secteur privé.

Les résultats d'ensemble au niveau mondial mettent en évidence des progrès dans la volonté de renforcer les stratégies nationales, les évaluations conjointes et la redevabilité. En même temps, une stagnation globale et, dans certains cas, un déclin ont été observés sur l'amélioration de la prévisibilité du financement du secteur de la santé et le renforcement de la gestion financière dans le secteur. Certains progrès d'ensemble ont été notés sur les indicateurs pour établir, consolider et utiliser les systèmes nationaux, ainsi que sur les indicateurs pour une participation accrue de la société civile et du secteur privé au secteur de la santé. Les résultats de l'opération de suivi 2016 seront publiés dans le rapport mondial de suivi de l'IHP+ qui devrait paraître au troisième trimestre 2017.

Il a été recommandé à la CSU2030 d'envisager d'utiliser des groupes de travail établis, comme les groupes sur la viabilité, la transition et la fragilité pour contribuer à la mise à jour du cadre actuel de l'ECD. Le cadre doit refléter le contexte des ODD et de la CSU, et veiller à ce que les conclusions de l'examen des partenaires du développement aboutissent à un changement de comportement qui a jusqu'à présent été rare.

Finn Schleimann, de l'Équipe de base, a [présenté](#) le travail requis pour mieux comprendre les filières présentes et futures d'acheminement de l'ADS ainsi que pour quels types d'activités les fonds sont utilisés comme moyens d'aider à assurer une utilisation efficace des ressources vers la CSU. Dans son exposé, il a donné une vue d'ensemble des sources, des filières et des institutions d'exécution actuelles pour l'ADS. Il a aussi mis en évidence les systèmes de suivi présents pour l'ADS et les modifications futures possibles, compte tenu du contexte des ODD et de la CSU. Enfin, il a suggéré que la CSU2030 pourrait jouer un rôle dans l'élaboration d'une méthode propre à aller de l'avant dans le suivi optimal de l'ADS à l'époque des ODD.

Les points soulevés pendant la discussion sont résumés ci-dessous. Ils reflètent les déclarations individuelles et non pas nécessairement un consensus :

- L'ECD est l'une des contributions spécifiques qui figurent dans le mandat de la CSU2030 et les données recueillies au fil des ans, notamment celles qui ont été présentées à nouveau dans le cycle de suivi de cette année, sont riches en informations à cet égard. Néanmoins, plusieurs représentants du Comité directeur ont estimé que les recommandations et les conclusions restaient trop superficielles et n'étaient pas assez précises concernant l'analyse des causes sous-jacentes expliquant pourquoi les progrès sont limités de même que les mesures qu'il convient de prendre pour rendre l'ECD politiquement plus attrayante (encore) dans les pays en développement et du côté des donateurs. Nous devons réfléchir aux moyens de diffuser et d'exploiter les données de manière optimale.
- Il faut mieux comprendre les raisons qui expliquent les tendances observées, l'écart entre les progrès sur les indicateurs dans les pays et parmi les partenaires du développement. Nous devons penser à des liens avec la CSU, élargir le consensus sur les meilleures pratiques pour avancer vers la CSU, y compris potentiellement certaines cibles sur le financement public pour la CSU.
- Il convient d'examiner des façons de démontrer de quelle manière le travail sur l'harmonisation et l'alignement contribue à la CSU, beaucoup d'efforts y ont été consacrés. Nous devons veiller à ce que nos ressources soient utilisées au mieux et nous repositionner afin que le lien devienne apparent.
- Nous devons nous interroger sur la manière d'aller de l'avant avec l'ECD. Ce n'est pas que les principes aient changé, mais le contexte et les difficultés sont différents. Nous avons permis aux principes d'être trop étroitement associés aux instruments. Nous devons nous centrer sur les principes et sur leur signification dans le contexte des ODD et de la CSU.
- Le CAD examine son travail dans ce contexte et a dernièrement souligné l'importance que continue d'avoir l'ECD. Les conversations évoluent avec une composition élargie et un dialogue resserré avec d'autres prestataires de la coopération au développement. On constate aussi une priorité accrue aux résultats et à la performance ainsi qu'au sens véritable de la redevabilité et de la qualité de l'assistance.
- En Sierra Leone, le Gouvernement n'était pas en mesure d'assumer pleinement son rôle pour coordonner les donateurs et leur demander des comptes quant à leurs engagements pendant et après la crise de maladie à virus Ebola. Beaucoup de promesses ne se sont pas matérialisées. Il faut disposer de moyens pour demander des comptes aux donateurs.
- Au Kenya, la plupart du financement externe dans le secteur de la santé n'est pas inscrit au budget. C'est un grave problème et l'assistance technique n'est pas axée sur la demande. Avec la décentralisation, les partenaires travaillent directement avec les comtés. Il y a d'importants chevauchements dans le soutien et les ressources ne sont pas utilisées efficacement.
- La CSU2030 peut aider en préparant et partageant des études de cas et des leçons tirées de pays qui ont géré efficacement le soutien des donateurs, par exemple l'Éthiopie et le Rwanda.
- Nous devons créer un espace sûr pour recueillir les avis des pays sur le soutien externe. Il existe un ressentiment croissant et une méfiance à l'égard de l'aide, ce qui nuira à une utilisation judicieuse des ressources pour la CSU. Pour y remédier, nous avons besoin d'analyses pour étayer notre pensée sur l'ECD.
- Les comptes nationaux de santé représentent un bon moyen public de recueillir et d'analyser les données sur l'ADS. Le renforcement du suivi de l'ADS au sein des comptes nationaux de santé est un volet important qui n'a pas reçu de ressources suffisantes.

La principale conclusion de la discussion a été de préparer une proposition pour poursuivre le travail de la CSU2030 dans ce domaine, en se centrant sur le lien entre l'ECD et la CSU, sur la base des consultations avec le Comité d'aide au développement de l'OCDE et le Partenariat international pour une coopération efficace au service du développement.

Deuxième jour, séance 1 - Redevabilité

L'objectif de la séance était de parvenir à une compréhension commune des dimensions plurielles du rôle de la CSU2030 pour la redevabilité de la CSU. C'est essentiel pour parvenir à l'objectif 3 du Partenariat : « *faciliter la redevabilité en matière de progrès dans le RSS et vers la CSU, et contribuer ainsi à une approche plus intégrée de la redevabilité pour l'ODD 3* ». L'objet de la séance n'englobait pas la redevabilité du Secrétariat ou du Partenariat pour son propre plan de travail, pas plus qu'il ne concernait la redevabilité de l'ECD, puisque cette question était distincte des systèmes pour la redevabilité en matière de CSU (mais reliée à ceux-ci).

Le Dr Agnès Soucat, Directeur de la gouvernance et du financement des systèmes de santé à l'OMS, s'est chargée de [l'exposé d'introduction de la séance](#). Elle a brossé le contexte du cadre actuel de suivi de la CSU et a présenté le rapport de suivi de la CSU de l'OMS et de la Banque mondiale. Le projet de collaboration sur les données sanitaires (CDS) en vue de renforcer la capacité des systèmes d'information dans les pays souhaite s'attaquer à certaines des difficultés relatives aux données. La redevabilité en matière de CSU opère à différents niveaux, notamment international, régional et national, mais la redevabilité incombe d'abord et avant tout aux pays et à leurs citoyens. La redevabilité fait partie de la fonction de gouvernance du système de santé, les objectifs de la CSU étant étroitement associés aux objectifs du système de santé plus large et à la performance des systèmes dans leur ensemble. La stratégie de redevabilité de la CSU2030 devrait donc être à plusieurs niveaux, et se fonder sur les cadres existants et les évaluations de la performance dans les pays, traduisant les politiques et cibles nationales au niveau du secteur. Pendant la discussion, les points suivants ont été mis en évidence :

- Dans le cadre des rapports sur la CSU, il y a place pour renforcer la priorité à la redevabilité afin de compléter l'accent actuellement placé sur la mesure des indicateurs par le biais du rapport de suivi de la CSU. Cela pourrait inclure par exemple une analyse montrant quels pays réalisent des examens ou mènent un dialogue politique axé sur la CSU, ou des études approfondies pour mieux comprendre le financement actuel de la CSU. La valeur ajoutée par le Partenariat peut être d'aider à développer l'analyse des meilleures pratiques sur la redevabilité en matière de CSU au niveau national. Ce sont là des biens publics qui peuvent être partagés au niveau mondial.
- Un rapport mondial sur la redevabilité, complémentaire du rapport de suivi sur la CSU, pourrait servir à cette fin, réunissant des études de cas et des mises à jour sur les progrès et les difficultés en matière de redevabilité pour la CSU. Un processus soigneusement conçu pour préparer un tel rapport peut aussi contribuer directement au renforcement des capacités.
- La redevabilité est complexe et compte plusieurs niveaux. Il serait souhaitable de préciser davantage quelles parties de la redevabilité de la CSU le Partenariat entend influencer.
- Les gouvernements reçoivent leur mandat de citoyens, mais cela peut aussi être l'inverse, par exemple avec les systèmes fiscaux. La responsabilité sociale peut fonctionner aux

niveaux national, régional et mondial. Nous devrions aussi penser aux niveaux régionaux. En Asie du Sud-Est, il a été proposé de préparer des rapports annuels sur la CSU, présentés à chaque comité régional, suivis d'une table ronde ministérielle. Pour les pays, une opinion externe peut être très utile. La société civile peut jouer ce rôle, mais seulement si elle est suffisamment soutenue avec les bonnes informations, des outils adaptés et des capacités satisfaisantes. D'autres pratiques, par exemple les revues par les pairs, comme celles qui sont actuellement organisées pour le Forum politique de haut niveau, peuvent aussi être utiles. L'OCDE a elle aussi utilisé avec profit les revues par les pairs. Nous devrions donc réfléchir à la manière de les intégrer dans les pratiques existantes.

- Des suggestions ont aussi été faites sur la nécessité d'une idée interdépendante plus robuste au niveau international, sur la performance des partenaires et des pays. En quelque sorte une forme de bien public mondial. Le mouvement « Chaque femme, chaque enfant » a tenté une démarche semblable, mais on ignore si c'est vraiment utile. Le rapport de suivi peut être l'option la plus simple et, associé avec le plaidoyer de la société civile, il peut représenter une première étape.

La discussion a conclu que pour définir une contribution du Partenariat dans le cadre des systèmes existants pour la redevabilité en matière de CSU, la stratégie du Partenariat devait être multiple, conformément aux différents niveaux et à la complexité de la question. Préparer un rapport complet sur la redevabilité pour la CSU d'ici la fin de l'année a été jugé trop ambitieux, même si des participants ont souhaité des examens propres à certains pays ou des informations en retour, le cas échéant. L'Équipe de base a été chargée de préparer une stratégie sur le rôle de la CSU2030 en vue de faciliter la redevabilité pour la CSU, dans le cadre des ODD, d'ici à la fin 2017, en collaboration avec un groupe d'experts à durée limitée.

Deuxième jour, séance 2 - Actualisation sur le plaidoyer, les communications et la gestion des connaissances

Une synthèse du travail accompli par les trois groupes de travail spéciaux établis pour préparer des [stratégies sur le plaidoyer, les communications et la gestion des connaissances](#) d'ici à la fin de 2017 a été présentée au Comité directeur. Le Comité directeur a accueilli favorablement les approches proposées, notamment l'analyse prévue du contexte des initiatives de gestion des connaissances. Il a été souligné que ces trois domaines de travail étaient étroitement liés et que les groupes de travail devaient coordonner leurs travaux.

La discussion a montré que les activités de plaidoyer devaient être plus ciblées, notamment l'élaboration et la diffusion de messages clairs sur la CSU, avec un discours plus simple et plus éloquent pour mobiliser l'engagement et le changement, l'identification des possibilités de plaidoyer au niveau international, et le soutien aux initiatives de plaidoyer sous l'égide des pays. La stratégie de plaidoyer devrait associer toutes les parties prenantes, et non pas seulement les OSC, et s'attacher particulièrement à influencer les processus politiques dans les pays.

Les participants ont recommandé d'adapter l'approche du partage des connaissances de la CSU2030 afin qu'elle réponde aux besoins des pays, de façon à non pas créer de nouvelles connaissances, mais plutôt servir de relais.

La stratégie de communication est étroitement liée aux activités de gestion des connaissances et de plaidoyer. De l'avis général, les activités doivent se centrer sur l'élaboration de messages clairs, précis et accessibles sur les objectifs que la CSU2030 s'emploie à atteindre.

Deuxième jour, séance 3 - Structures et méthodes de travail de la CSU2030

Forum annuel/bisannuel de la CSU2030

Le Comité directeur a évoqué la possibilité d'organiser un forum régulier de la CSU2030 (annuel ou bisannuel, coïncidant avec la parution du rapport mondial de suivi de la CSU) et la célébration de la Journée de la CSU (12 décembre).

Il a été convenu que l'objectif principal d'un forum de la CSU devrait être de célébrer la Journée de la CSU et de proposer un lieu où tenir des discussions interactives sur les leçons tirées des progrès vers la CSU au niveau international. L'organisation de ces réunions devrait avoir l'objectif clair de soutenir la dynamique pour accélérer les progrès vers la CSU d'ici à 2030, ce qui exigera une planification soigneuse de l'ordre du jour.

La proposition d'avoir un large forum organisé par la CSU2030 tous les deux ans (coïncidant avec la parution des rapports de suivi de l'OMS/Banque mondiale) a recueilli un soutien, une réunion plus modeste, peut-être virtuelle, se déroulant l'autre année. Certains participants se sont inquiétés de la configuration de ces réunions, indiquant qu'à leur sens, une grande réunion chaque année était peut-être une charge excessive pour le groupe.

D'autres participants ont posé des questions sur les caractéristiques précises de la réunion à Tokyo cette année et comment ils pouvaient mobiliser une participation de haut niveau dans leur propre organisation. La CSU2030 est l'un des coorganisateur de l'événement avec le Gouvernement japonais, la Banque mondiale, l'OMS et l'UNICEF, et elle facilitera la consultation avec le Comité directeur de la CSU2030.

Collaboration avec les initiatives apparentées

Le Partenariat pour la couverture sanitaire universelle, le réseau de protection sociale en santé (P4H) et le projet de collaboration sur les données sanitaires (CDS) ont été présentés brièvement par Matthias Reinicke ([lien vers la présentation](#)), Jacques Mader et Alastair Robb, respectivement.

La complémentarité entre les initiatives a été mise en exergue. Ainsi, il est possible de considérer que le Partenariat pour la couverture sanitaire universelle est un exemple de la façon dont les principes de la CSU2030 peuvent être appliqués dans les pays, en encourageant le dialogue politique sous l'égide des pays et le soutien coordonné au renforcement des systèmes de santé en vue de parvenir à la CSU. Le mandat du projet de collaboration sur les données sanitaires est très complémentaire de celui de la CSU2030, où les données sont utiles pour les discussions politiques et n'existent pas comme une fin en soi. Le réseau P4H, qui prodigue un appui aux pays autour du financement de la santé et de la protection sociale, est un autre exemple montrant comment les initiatives apparentées à la CSU2030 jouent un rôle important pour promouvoir la coordination entre les partenaires dans certains domaines précis.

Il a été proposé d'inviter plus systématiquement des représentants des initiatives apparentées à la CSU2030 afin qu'ils présentent leur travail et participent aux réunions du Comité directeur en qualité d'observateurs, ce qui pourrait consolider les relations (ainsi qu'envisagé dans les dispositions de

gouvernance adoptées par le Comité directeur de transition de la CSU2030 en décembre 2016). Des questions ont été posées sur la manière dont la CSU2030 peut devenir efficacement un « réseau de réseaux » et nouer des liens utiles, tout en évitant les chevauchements. Les membres du Comité directeur ont été invités à présenter des suggestions à l'Équipe de base pour renforcer le fonctionnement de la CSU2030 comme « réseau de réseaux » aux niveaux aussi bien stratégique qu'opérationnel.

Mécanisme de participation de la société civile

Annick Jeantet, du Secrétariat provisoire du MPSC, a présenté une brève mise à jour sur les progrès accomplis dans l'opérationnalisation du MPSC, notamment : la nomination de représentants du MPSC au Comité directeur, des consultations en cours au niveau national dans cinq pays (Cameroun, Kenya, Nigéria, Pakistan et Zimbabwe) et des projets pour créer le groupe consultatif et le secrétariat.

Mandat du Comité directeur, coprésidents et groupes représentés

Les mandats des coprésidents du Comité directeur et des groupes représentés au sein du Comité directeur ont été présentés brièvement et examinés. Il a été convenu de mentionner à nouveau dans le mandat du Comité directeur la meilleure manière de collaborer avec l'envoyé spécial de l'ONU sur la CSU dans l'éventualité de sa nomination (ainsi qu'affirmé dans le document d'information sur les dispositions de gouvernance adopté lors de la réunion du Comité directeur de transition de la CSU2030). L'Équipe de base a aussi noté qu'elle assurerait le suivi avec les différents groupes pour veiller à ce que le mandat soit adapté aux groupes spécifiques et que les dispositions de représentation de chaque groupe soient communiquées au Comité directeur.

Deuxième journée, séance 4 - Participation du secteur privé

Kristina Yarrow, Fondation des Nations Unies, a présenté [les résultats de l'Équipe spéciale à durée déterminée sur le secteur privé](#) que l'Équipe de base avait établie en mars pour définir le mandat du groupe représentant le secteur privé. La discussion a mis en lumière l'importance de l'engagement privé dans la plateforme, et la manière dont le secteur privé pourrait être intégré dans le programme de travail du Partenariat, avec pour priorité le soutien aux progrès nationaux vers la CSU.

En même temps, la discussion a souligné combien il est important de garantir l'engagement de partenaires potentiels du secteur privé en faveur des principes de la CSU et de ses valeurs sous-jacentes. Tout en comprenant l'utilité du secteur privé, les représentants de la société civile ont notamment demandé que le mandat mentionne explicitement les risques associés à la contribution du secteur privé à la CSU. L'équité, par exemple, est rarement une caractéristique naturelle des assureurs privés qui se centrent sur les bénéficiaires et privilégient donc les segments aisés et à faible risque de la population. De nombreuses données montrent que les investissements du secteur privé sont souvent concentrés sur le niveau tertiaire des soins, qui n'est pas abordable pour les pauvres, plutôt que sur le niveau communautaire par exemple. Cela pourrait s'opposer à l'approche actuelle du financement de la CSU, qui fait une plus grande part au financement public et à de vastes modalités prépayées obligatoires, de préférence aux assurances volontaires qui réduisent fréquemment le bon rapport coût-efficacité des ressources utilisées.

Les critères de sélection des partenaires du secteur privé ont été jugés essentiels. Si le Cadre de collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques peut servir de base pour gérer les conflits d'intérêt, il a été recommandé de donner la priorité aux partenaires qui apportent une valeur ajoutée et de définir plus précisément les résultats attendus d'un partenariat réussi. Comme moyen d'aller de l'avant, il sera important de composer le groupe représentant le secteur privé de manière ouverte et transparente, ainsi que cela a été fait pour la société civile.

Il a finalement été décidé que, comme première étape, la CSU2030 invitera pendant un an des représentants d'organisations faitières et d'associations professionnelles du secteur privé, plutôt que des sociétés individuelles, à titre d'observateurs dans les futures réunions du Comité directeur, puis qu'elle accordera la qualité de membre de plein droit, avec adhésion au Pacte mondial de la CSU2030, d'ici à la fin de 2018.

Réunion du Comité directeur de la CSU2030

15-16 juin 2017

Hôtel Novotel, Genève, Suisse

Projet d'ordre du jour révisé

Objectifs

- Faire le bilan des progrès accomplis à ce jour pour établir la CSU2030 et consolider les dispositions de travail
- Examiner les progrès initiaux sur le plan de travail de la CSU2030 et se mettre d'accord sur les domaines auxquels il convient d'accorder davantage d'attention à l'avenir
- Avoir un échange de vues sur les conclusions du suivi de l'ECD et de la suite à donner, avec notamment une discussion tournée vers l'avenir sur le rôle de la coopération au développement à l'appui du renforcement des systèmes de santé et de la CSU
- Convenir d'une approche pour élaborer des stratégies relatives à la redevabilité, au partage des connaissances et au plaidoyer sous l'égide de la CSU2030
- Se mettre d'accord sur les coprésidents et le fonctionnement des groupes d'intérêt

Horaire	Point de l'ordre du jour	Présentateur	Documents
Premier jour – 15 juin			
09h-09h30	Accueil et enregistrement		
09h30–10h15	Introduction et objectifs de la réunion <ul style="list-style-type: none"> • Bienvenue aux nouveaux membres et aux coprésidents • Objectifs de la réunion • Présentation sur la CSU2030 	Marie-Paule Kieny, OMS Tim Evans, Banque mondiale	Pour information : <u>Ordre du jour</u>
10h15-10h45	Mise à jour sur les processus mondiaux : G20, Forum de la CSU 2017, Forum politique de haut niveau 2017	Heiko Warnken, Allemagne, Eiji Hinoshita, Japon, Ivana Milovanovic, OMS	
10h45-11h	Café		
11h-12h45	Travail sur le RSS : sommes-nous sur la bonne voie pour démontrer l'utilité de la CSU2030 ? <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour sur l'application du plan de travail et suivi depuis décembre • Vue d'ensemble des activités entreprises par les groupes de travail, y compris les résultats concrets et le calendrier • Éventuelle suite à donner à la vision conjointe • Idées initiales sur les priorités pour 2018-2019 et approche de la préparation du plan de travail 2018- 	Max Dappah, Équipe de base	Pour discussion : <u>SC1. Vue d'ensemble du plan de travail de la CSU2030, y compris une mise à jour sur les groupes de travail et le processus de préparation du plan de travail 2018-2019</u>

	2019		
12h45-13h45	Déjeuner		
13h45-17h Y compris pause-café	Efficacité de la coopération au développement <ul style="list-style-type: none"> Présentation des conclusions et recommandations du 5^e cycle de suivi de l'IHP+ Situation actuelle, où doit-on faire davantage de progrès, activités complémentaires et futur suivi de l'ECD Présentation sur les futures étapes dans le suivi de l'ADS 	Leo Devillé, IHP+ Results Finn Schleimann, Équipe de base	Pour discussion : <u>Rapport de performance 2016 d'IHP+ Results</u>
Deuxième jour – 16 juin			
9h-10h30	Redevabilité <ul style="list-style-type: none"> Options pour la stratégie de la CSU2030 Processus pour définir une stratégie d'ici à la fin 2017, avec notamment des contributions d'experts et une consultation élargie auprès des pays et de la société civile 	Agnès Soucat, OMS	Pour décision : <u>SC2. Stratégie sur la redevabilité de la CSU2030 : portée initiale</u>
10h30-11h	Café		
11h-12h	Brève actualisation sur le plaidoyer, les communications et la gestion des connaissances	Akihito Watabe, Équipe de base Natalie Paholyothin, Fondation Rockefeller Alison Dunn, Équipe de base Somil Nagpal, JLN	Pour information : <u>Voir document SC1</u>
12h-13h	Déjeuner		
13h-15h	Structures et méthodes de travail de la CSU2030 <ul style="list-style-type: none"> Forum annuel/bisannuel de la CSU2030 Comment promouvoir le programme de la CSU2030 dans les pays : perspectives du Partenariat pour la couverture sanitaire universelle Structures et méthodes de travail de la CSU2030 : collaboration avec les initiatives apparentées Mise à jour sur le Mécanisme de participation de la société civile Mandat du Comité directeur, coprésidents et groupes représentés 	Agnès Soucat, OMS Matthias Reinicke, Commission européenne Jacques Mader, P4H Alastair Robb, CDS Annick Jeantet, MPSC Marjolaine Nicod, Équipe de base	Pour discussion : <u>SC3. Projet de mandat du Forum de la CSU2030</u> Pour décision : <u>SC4. Mandat du Comité directeur, coprésidents et groupes représentés</u>
15h-15h30	Café		
15h30-16h30	Participation du secteur privé <ul style="list-style-type: none"> Justifications et domaines de travail d'intérêt mutuel Conséquences sur la manière dont le secteur privé participe à la CSU2030 	Kristina Yarrow, Fondation des Nations Unies	Pour décision : <u>SC5. Mandat du groupe représentant le secteur privé</u>
16h30-17h	Synthèse des conclusions et prochaines étapes	Équipe de base	

Réunion du Comité directeur de la CSU2030

15-16 juin 2017

Hôtel Novotel, Genève, Suisse

Liste des participants

MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

Coprésidents

M. Bruno RIVALAN
Coprésident temporaire de la réunion
Secrétariat provisoire du Mécanisme de
participation de la société civile
(MPSC)/CSU2030
Global Health Advocates
France
Courriel : brivalan@ghadvocates.org

Dr Takao TODA
Coprésident, Comité directeur de la CSU2030
Vice-Président de la sécurité humaine et la santé
Agence japonaise de coopération internationale
(JICA)
Japon
Courriel : Toda.Takao@jica.go.jp

Pays

Dr Eiji HINOSHITA
Directeur, Division des politiques de santé
mondiale
Bureau de la coopération internationale
Ministère des Affaires étrangères
Japon
Courriel : eiji.hinoshita@mofa.go.jp

Dr Samuel Sheku KARGBO
Directeur
Systèmes de santé, politiques, planification et
information
Ministère de la Santé et de l'Assainissement
Sierra Leone
Courriel : saskargbo@yahoo.com

Dr Cheikh Seydi Aboubeke MBENGUE
Directeur général
Agence de la couverture maladie universelle
Ministère de la Santé et de l'Action sociale
Sénégal
Courriel : cheik.mbengue@agencecmu.sn
*Représentant le Dr Awa Coll Seck
Ministre de la Santé et de l'Action sociale
Sénégal*

Mme Caroline MWENI
Économiste, Vice-Directrice, Secrétariat de
l'efficacité de l'aide
Ministère des Finances
Kenya
Courriel : cdzame@gmail.com
*Représentant M. Jackson Kinyanjui
Directeur, Relations extérieures, Ministère des
Finances, Kenya*

Dr Walaiporn PATCHARANARUMOL
Chercheur principal
Programme international sur les politiques de
santé
Ministère de la Santé publique
Thaïlande
Courriel : walaiporn@ihpp.thaigov.net

Dr Matthias REINICKE
Conseiller pour le secteur de la santé, EuropeAid
Commission européenne
Belgique
Courriel : Matthias-REINICKE@ec.europa.eu

Dr Aquina THULARE (joint par Webex)
Spécialiste technique, économie de la
santé/assurance nationale de santé
Département de la Santé
Afrique du Sud
Courriel : Aquina.Thulare@health.gov.za

Dr Jeanette VEGA (empêchée)
Directrice nationale
Fondo Nacional de Salud (FONASA)
Chili
Courriel : jeanvega@fonasagov.cl

M. Heiko WARNKEN
Chef de Division, Politiques démographiques et
sanitaires
Ministère fédéral de la Coopération
économique et du Développement (BMZ)
Allemagne
Courriel : Heiko.Warnken@bmz.bund.de

Organisations de la société civile (OSC)

Dr Rosemary MBURU (empêchée)
Directrice exécutive
WACI Health
Kenya
Courriel : rosemary@wacihealth.org

Dr Khuat Thi Hai OANH
Directeur exécutif
Center for Supporting Community Development
Initiatives (SCDI)
Viet Nam
Courriel : oanhkhuat@scdi.org.vn

M. Simon WRIGHT
Chef de la survie de l'enfant
Save the Children
Royaume-Uni
Courriel : s.wright@savethechildren.org.uk

Fondations

Mme Natalie PHAHOLYOTHIN
Directrice adjointe
Bureau régional pour l'Asie
Fondation Rockefeller
Thaïlande
Courriel : Natalie@rockfound.org

Secteur privé (à compléter)

Organisations multilatérales

Mme Susan BROWN
Directrice, Participation aux politiques publiques
GAVI Alliance
Suisse
Courriel : sbrown@gavi.org
Représentant le Dr Hind Khatib-Othman
Directrice des Programmes pays, GAVI Alliance

Mme Francesca COLOMBO
Cheffe de la Division de la Santé
Organisation de coopération et de
développement économiques (OCDE)
France
Courriel : francesca.colombo@oecd.org

Dr David HIPGRAVE
Spécialiste principal en santé, Chef d'unité, RSS
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
États-Unis d'Amérique
Courriel : dhipgrave@unicef.org
Représentant le Dr Stefan Peterson
Chef de la Section de la Santé
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF),
États-Unis d'Amérique

Banque mondiale

Dr Timothy EVANS
Directeur principal
Pôle Santé, Nutrition et Population
Banque mondiale
États-Unis d'Amérique
Courriel : tgevans@worldbank.org

Organisation mondiale de la Santé

Dr Marie-Paule KIENY
Sous-Directeur général
Systèmes de santé et innovation
Organisation mondiale de la Santé
Suisse
Courriel : kienym@who.int

Observateurs

Dr Jacques MADER
Au nom de l'initiative P4H
Chef de la santé mondiale
Ministère des Affaires étrangères
Département de la Coopération internationale
Suisse
Courriel : Jacques.mader@eda.admin.ch

Dr Alastair ROBB
Au nom du projet de collaboration sur les
données sanitaires (CDS)
Administrateur technique principal
Information, données et recherches
Organisation mondiale de la Santé
Suisse
Courriel : robba@who.int

Mme Kristina YARROW (jointe par Webex)
Au nom du groupe du secteur privé
Directrice, Politique et stratégie, Santé mondiale
Fondation des Nations Unies
États-Unis d'Amérique
Courriel : kyarrow@unfoundation.org

AUTRES PARTICIPANTS

M. Ahmad AZADI
Administrateur principal, Participation aux
politiques publiques
GAVI Alliance
Suisse
Courriel : aazadi-external-consultant@gavi.org

Dr Michele GRAGNOLATI
Directeur de Pôle
Banque mondiale
États-Unis d'Amérique
Courriel : mgragnolati@worldbank.org

Mme Annick JEANTET
Secrétariat provisoire du Mécanisme de
participation de la société civile
(MPSC)/CSU2030
Global Health Advocates
France
Courriel : ajeantet@ghadvocates.org

Dr Takuma KATOU
Directeur adjoint, Affaires internationales
Ministère de la Santé, du Travail et du Bien-Être
Japon
Courriel : katou-takumaaa@mhlw.go.jp

Dr Kamiar KHAJAVI
Conseiller principal en stratégie, Initiative de
santé mondiale
Agence des États-Unis pour le développement
international (USAID)
États-Unis d'Amérique
Courriel : kkhajavi@usaid.gov

Mme Brenda KILLEN
Directrice adjointe
Direction de la coopération pour le
développement
Organisation de coopération et développement
économiques (OCDE)
France
Courriel : Brenda.KILLEN@oecd.org

Mme Ivana MILOVANOVIC
Coordonnatrice
Coopération avec les pays et collaboration avec
le système des Nations Unies
Organisation mondiale de la Santé
Suisse
Courriel : milovanovici@who.int

Dr Xenia SCHEIL-ADLUNG
Coordonnatrice des politiques de santé
Département de la sécurité sociale
Organisation internationale du Travail (OIT)
Suisse
Courriel : scheil@ilo.org

Dr Agnès SOUCAT
Directeur
Gouvernance et financement des systèmes de
santé
Organisation mondiale de la Santé
Suisse
Courriel : soucata@who.int

Dr Ikuo TAKIZAWA
Directeur général adjoint
Département du développement humain
Agence japonaise de coopération internationale
(JICA)
Japon
Courriel : Takizawa.Ikuo@jica.go.jp

IHP+ CORE TEAM

M. Maxwell DAPAAH, Coresponsable, Équipe de base de la CSU2030
Spécialiste principal en gestion financière
Pratiques mondiales en matière de gouvernance
Banque mondiale
États-Unis d'Amérique
Courriel : mdapaah@worldbank.org

Mme Alison DUNN
Consultante de la CSU2030
Royaume-Uni
Courriel : alisonjdunn@gmail.com

Mme Diane LE CORVEC
Consultante de la CSU2030
Suisse
Courriel : lecorvecd@who.int

M. Frédéric MARTEL
Conseiller technique
Organisation mondiale de la Santé
Suisse
Courriel : martelf@who.int

Mme Laure MERCEREAU
Administratrice principale des opérations
Pôle Santé, Nutrition et Population
Banque mondiale
États-Unis d'Amérique
Courriel : lmercereau@worldbank.org

Dr Somil NAGPAL
Spécialiste principal en santé
Pôle Santé, Nutrition et Population
Banque mondiale
États-Unis d'Amérique
Courriel : snagpal@worldbank.org

Mme Marjolaine NICOD, Coresponsable, Équipe de base de la CSU2030
Gouvernance et financement des systèmes de santé
Organisation mondiale de la Santé
Suisse
Courriel : nicodm@who.int

Mme Victoria PASCUAL
Assistante d'équipe, **IHP+**
Gouvernance et financement des systèmes de santé
Organisation mondiale de la Santé
Suisse
Courriel : pascualv@who.int

Dr Maria SKARPHEDINSDOTTIR
Administrateur technique, **IHP+**
Gouvernance et financement des systèmes de santé
Organisation mondiale de la Santé
Suisse
Courriel : skarphedinsdottirm@who.int

Dr Finn SCHLEIMANN
Conseiller principal en systèmes de santé, **IHP+**
Gouvernance et financement des systèmes de santé
Organisation mondiale de la Santé
Suisse
Courriel : schleimannf@who.int

Dr Akihito WATABE
Administrateur du financement de la santé
Gouvernance et financement des systèmes de santé
Organisation mondiale de la Santé
Suisse
Courriel : watabea@who.int